

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Evreux

Évreux, le 18/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SETOM**

LIEU-DIT SAINT LAURENT  
VOIE COMMUNALE 6  
27930 Guichainville

Références : 27 / 2026 - 175  
Code AIOT : 0005800974

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2026 dans l'établissement SETOM implanté Argent Bon 27130 Verneuil d'Avre et d'Iton. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le 20 avril 2026, le SETOM de l'Eure a indiqué à l'inspection des installations classées qu'un incendie s'était déclaré le 19 avril 2026 sur un andain de broyat de déchets verts. L'installation avait déjà été touchée par un incendie le 20 septembre 2025. Les analyses réalisées sur les eaux contenues dans le bassin de confinement suite à ce premier incendie ont révélé des concentrations supérieures aux valeurs maximales autorisées sur la quasi totalité des paramètres, ainsi que la présence de PFAS, notamment du PFOS, ayant conduit la DREAL Normandie à demander l'évacuation de l'eau en tant que déchets dangereux, évacuation non achevée au jour de la visite objet du présent rapport.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SETOM
- Argent Bon 27130 Verneuil d'Avre et d'Iton
- Code AIOT : 0005800974
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le SETOM de l'Eure exploite à Verneuil-sur-Avre une plateforme de compostage de déchets verts autorisée par l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2010, complété par l'arrêté préfectoral du 28 février 2013.

Le volume autorisé est de 12 000 tonnes de déchets verts et fermentescibles par an, ce qui correspond à une production de compost de 4 200 tonnes par an.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident
- Pollution

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 14
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Gestion de déchets	Code de l'environnement du 27/04/2026, article L.541-2	Amende, Mise en demeure, déchets	2 mois
3	Jus de compostage et eaux pluviales de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 4.3.2.2	Mise en demeure, déchets, Amende	2 mois
4	Elimination des déchets à l'extérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 5.1.4	Amende, Mise en demeure, déchets	2 mois
5	Connaissance et entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 et 43	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 27/04/2026, article R.512-69	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a effectué la déclaration d'accident obligatoire rapidement auprès de l'inspection des installations classées et doit maintenant établir un rapport d'analyse qu'il devra transmettre au moyen de la téléprocédure en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2026.

L'exploitant a expédié 1 463 tonnes de déchets liquides dangereux dans des installations de traitement non autorisées pour cette activité (stations d'épuration) malgré les demandes et rappels de la DREAL, en vue d'évacuer des eaux d'extinction d'un précédent incendie contenues dans le bassin des lixiviats de la plateforme de compostage. Les bordereaux de suivi de déchets (BSD) associés ne sont pas correctement renseignés.

Ces constats révèlent une gestion irrégulière de déchets.

Le plan des réseaux n'est pas à jour et la vanne de confinement de la zone des quais de transfert est bloquée en position ouverte et n'est pas opérationnelle.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Déclaration d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/04/2026, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Télédéclaration
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>
<b>Constats :</b>

Le lundi 20 avril 2026, l'exploitant a transmis par courriel à l'inspection des installations classées une fiche de notification d'incident interne pour l'informer de la survenue d'un incendie le 19 avril 2026 sur un andain de broyat de déchets verts destinés au compostage au sein de son installation implantée à Verneuil d'Avre et d'Iton.

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de procéder à la télédéclaration de l'incendie conformément aux dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

L'exploitant a télédéclaré l'événement le 21 avril 2026, la preuve de dépôt associée porte le numéro SP2-DIAIC-260421-4KGEqe.

Bien que catégorisé en tant qu'incident, l'inspection des installations classées a demandé la transmission d'un rapport d'analyse, cet événement étant le 5ème incendie survenu en 8 mois au sein des 3 plateformes de compostage du SETOM, et le 2ème sur le site de Verneuil.

Lors de la visite, il a été constaté que le lot n°146, où a eu lieu l'incendie, a été scindé en deux parties : la partie qui a brûlé, et qui a été criblée depuis l'incendie, et le reste de l'andain.

Ce lot a été mis de côté au Nord-ouest de la plateforme, et identifié à l'aide d'un panneau.

L'inspection des installations classées a consulté le registre de suivi du lot. Celui-ci indique des prises de température tous les jours pendant les 3 jours qui suivent un retournement puis une fois par semaine. Si une élévation de température apparaît sur ce relevé au point de prise de température n°3 à la mi-décembre (ayant fait l'objet d'un suivi quotidien jusqu'à diminution de la température), aucun relevé n'indiquait une élévation de température dans les jours précédant l'incendie du 19 avril.

L'inspection des installations classées a demandé si les andains étaient régulièrement arrosés afin de maîtriser les élévations de température. En effet, par courrier du 9 avril dans le cadre de l'évacuation des eaux polluées suite à l'incendie du 20 septembre 2025, l'exploitant a indiqué que l'arrosage par des apports d'eau externes risquait de provoquer un débordement du bassin des lixiviats (dont la capacité est de 800 m³). Lors de sa déclaration d'accident, il indique que l'incendie est dû à une absence d'arrosage des andains depuis l'incendie du 20 septembre 2025, compte tenu que les eaux du bassin sont polluées.

Les explications de l'exploitant en cours de visite n'ont pas permis de s'assurer de la procédure suivie par les agents sur le site.

Enfin, le niveau dans le bassin a été contrôlé et la jauge en place indiquait une hauteur disponible de 2,50 mètres. Cela signifie, d'après le plan du bassin consulté le jour de la visite, que la hauteur d'eau du bassin était d'environ un mètre.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit procéder à des analyses sur la partie brûlée et la partie non brûlée du lot n°146 afin de déterminer les concentrations en PCB, HAP, et dioxines-furanes.

Il devra également transmettre les résultats des analyses des eaux du bassin commandées qui devront faire part des concentrations sur les paramètres suivants :

- pH ;
- température ;
- MES ;
- DCO {sur effluent brut} ;
- DBO5 (sur effluent brut) ;
- azote total ;
- phosphore total ;
- hydrocarbures totaux ;

L'exploitant doit également mettre en place un balisage autour du lot n°146 afin que celui-ci ne soit ni manipulé, ni évacué tant que les résultats d'analyses n'auront pas été transmis à l'inspection des installations classées et tant qu'ils n'auront pas permis d'étudier les traitements possibles de ce lot.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Gestion de déchets

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 27/04/2026, article L.541-2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autorisation installation de traitement

### Prescription contrôlée :

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ses déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

### Constats :

Les analyses réalisées sur les eaux du bassin de lixiviats ayant réceptionné les eaux d'extinction suite à l'incendie du 20 septembre 2025 ont donné les résultats suivants :

- pH = 5,4
- DCO = 7150 mg/L
- DBO5 = 3120 mg/L
- Azote total = 301 mg/L
- Phosphore total = 69,5 mg/L
- Hydrocarbures totaux = 0,44 mg/L
- PFBA = 1210 ng/L
- PFOS = 3250 ng/L

Ces concentrations ont amené la DREAL à demander le traitement des eaux en tant que déchets dangereux liquides, notamment en raison de la présence de PFBA et de PFOS, qui est une substance classée « polluant organique persistant » (POP).

Par courriel du 3 février 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées 8 bordereaux de suivi de déchets (BSD), dont 3 ne faisaient pas apparaître le caractère dangereux, et indiquaient un traitement biologique des déchets liquides concernés, par un envoi vers la société SUEZ à Thourotte dans l'Oise (60), qui elle-même a orienté les déchets vers la station d'épuration (STEP) de Lassigny (60).

Le 4 février 2026, l'inspection des installations classées a rappelé la demande initiale de la DREAL de traiter les eaux d'extinction en tant que déchets dangereux.

Le 12 février 2026, l'exploitant a demandé l'accord de la DREAL pour changer de mode traitement et envoyer en STEP ces déchets, pour des raisons de coûts de traitement trop élevés, le nouveau prestataire sollicité lui ayant indiqué que ce mode de traitement était possible.

Un courrier de refus a été envoyé par la DREAL le 13 mars 2026, rappelant les obligations de

l'exploitant au titre de l'article L. 541-2 du code de l'environnement susmentionné, et précisant que l'installation de traitement doit être autorisée au titre de la législation ICPE à traiter des déchets dangereux.

Le 9 avril 2026, l'exploitant a indiqué avoir pris acte de l'exigence de la DREAL de traiter les eaux en tant que déchets dangereux à partir du 13 mars, et transmis les quantités de déchets envoyés en STEP.

Les éléments transmis à cette date indiquent que l'exploitant a continué les envois de déchets en STEP jusqu'au 13 mars 2026, sans attendre la réponse de la DREAL, à hauteur de 1 161 tonnes vers la STEP de Lassigny (60) et 302 tonnes vers la STEP de Barentin (76). Ces deux installations sont autorisées à traiter des eaux usées au titre de la loi sur l'eau, mais ne bénéficient pas d'autorisation ICPE pour le traitement de déchets.

Il apparaît ainsi que seulement 127 tonnes de déchets ont été expédiées vers une filière autorisée. Lors de la visite d'inspection, les BSD présentés par l'exploitant (43 pour les déchets à destination de la STEP de Lassigny et 12 pour les déchets à destination de la STEP de Barentin) indiquent tous que les déchets sont non dangereux et ne contiennent pas de substances « POP », le code déchet utilisé est le 16 10 02 - déchets liquides aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 01 (ce dernier correspond aux déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses qui aurait dû être utilisé) ou pour l'un d'entre eux le code déchet 19 07 03 - lixiviats de décharges autres que ceux visés à la rubrique 19 07 02 (lixiviats de décharges contenant des substances dangereuses). Ces faits sont constitutifs d'une gestion irrégulière de déchets.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit évacuer les déchets liquides dangereux précités vers une filière dûment autorisée, et tenir à la disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs permettant d'attester de la gestion régulière des déchets concernés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende, Mise en demeure, déchets

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Jus de compostage et eaux pluviales de ruissellement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 4.3.2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention des eaux

**Prescription contrôlée :**

Les jus des andains et les eaux pluviales ruisselant sur la plate-forme de compostage sont collectés gravitairement dans un bassin de rétention étanche de 800 m<sup>3</sup>, après passage dans un décanteur/dégrilleur. L'eau est réutilisée en circuit fermé pour l'arrosage des andains. En cas de niveau trop élevé, une évacuation du trop plein par camion est réalisée. L'exploitant détermine le niveau maximum acceptable dans le bassin de manière à éviter tout débordement, notamment en cas d'épisode pluvieux important. De plus le bassin doit être en mesure de recueillir sans débordement les eaux d'extinction d'un incendie survenant sur la plate-forme de compostage, soit au minimum 391 m<sup>3</sup>. Ce niveau maximum fait l'objet d'un marquage. L'exploitant procède autant que de besoin au contrôle du niveau dans le bassin, et a minima de manière hebdomadaire et après un épisode pluvieux important. Ces contrôles dont l'objet de rapports écrits tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les eaux sont envoyées après analyse de conformité vers une station d'épuration. Dans ce cas, le

rejet dans le réseau d'assainissement collectif devra respecter les valeurs limites suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- température < 30°C ;
- MES < 600 mg/l ;
- DCO {sur effluent brut} < 2000 mg/l ;
- DBO5 (sur effluent brut) < 800 mg/l ;
- azote total exprimé en N < 150 mg/l ;
- phosphore total exprimé en P < 50 mg/l ;
- hydrocarbures totaux < 10 mg/l.

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double de la valeur limite en concentration.

L'exploitant devra au préalable s'assurer auprès du gestionnaire de la station d'épuration de la capacité à traiter cet effluent. Une convention est tenue à jour avec la station d'épuration pour le traitement de ces eaux, les valeurs de rejet indiqués dans la convention peuvent se substituer aux valeurs précitées. Cette convention est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Comme mentionné au pont de contrôle précédent, les concentrations mesurées lors des analyses réalisées suite à l'incendie du 20 septembre 2025 présentent des dépassement des valeurs limites autorisées, ce qui a conduit la DREAL à demander un traitement en tant que déchet liquide dangereux.

Il a été constaté lors des différents échanges de courriers préalables à la visite objet du présent rapport que le traitement en station d'épuration a été décidé par l'exploitant sans s'assurer de l'autorisation de traitement de déchets au titre de la législation ICPE, ni de la capacité technique à traiter les effluents, puisqu'il a été constaté qu'aucune convention requise par l'article 4.3.2. de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2010 précité n'a été mise en place avec les stations d'épuration de Lassigny et de Barentin.

Le jour de la visite, le volume disponible au sein du bassin de récupération des lixiviats de la plateforme de compostage était bien supérieur aux 391 m<sup>3</sup> requis pour le confinement des eaux d'extinction d'un incendie, la hauteur disponible d'après la jauge installée dans le bassin étant de 2,50 mètres. Le volume disponible ainsi estimé est de 700 m<sup>3</sup>.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit évacuer les déchets liquides dangereux précités vers une filière dûment autorisée, et tenir à la disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs permettant d'attester de la gestion régulière des déchets concernés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, déchets, Amende

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 4 : Elimination des déchets à l'extérieur de l'établissement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/09/2010, article 5.1.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Elimination des déchets



### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et conformément au titre IV, livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement en particulier ses articles R.541-42 à R.541-48. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

L'exploitant est tenu de faire une déclaration annuelle à l'administration concernant sa production de déchets dangereux (nature, quantités, destination ou origine) conformément à l'article R.541-44 du code de l'environnement.

#### **Article 5.1.4.1. Registre - circuit de déchets**

L'exploitant tient une comptabilité régulière et précise des déchets dangereux ou non produits par son établissement.

A cet effet, l'exploitant tient à jour un registre conformément à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 7/07/2005 pour ses déchets dangereux. Ce registre contient les informations suivantes :

1. La désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
2. La date des différents enlèvements pour chaque type de déchets ;
3. Le tonnage des déchets ;
4. Le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets émis ;
5. La désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 ;
6. Le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ;
7. Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ;
8. Le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé conformément aux articles R.541-50 et suivants du code de l'environnement ;
9. La date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ;
10. Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément aux articles R.541-50 et suivants du code de l'environnement.

L'exploitant tient également un registre, pouvant être le même, pour sa production de déchets non dangereux contenant les mêmes informations à l'exception des points 4, 9 et 10.

Les copies des déclarations des entreprises de transport de déchets dangereux et les autorisations des sociétés éliminatrices de déchets sont annexés aux présents registres. Ces registres sont conservés pendant 5 ans et tenus à la disposition du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

### **Constats :**

Comme mentionné au point de contrôle précédent, le volume disponible dans le bassin est d'environ 700 m<sup>3</sup>.

Sans que l'exploitant soit en mesure de le justifier, il resterait donc environ 100 m<sup>3</sup> de déchets à évacuer. Ce point interroge quant à la raison d'urgence impérieuse mentionnée dans le courrier de l'exploitant du 9 avril 2026.

Le 9 avril 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un tableau de suivi des déchets liquides évacués, mentionnant les informations suivantes :

- le numéro du BSD ;
- la date de prise en charge ;
- le négociant ;
- le transporteur ;
- la quantité évacuée (en tonne) ;
- la destination.

Sur ce dernier critère, il a été constaté que la destination indiquée n'est pas l'installation de traitement pour toutes les expéditions prises en charge par Suez Thourotte, puisque la destination finale est la STEP de Lassigny.

L'ensemble des BSD a également été transmis à l'inspection des installations classées. Leur renseignement indique que les déchets sont non dangereux et les codes déchets utilisés sont le 16 10 02 et le 19 07 03 pour tous les déchets pris en charge par OVIVE (voir point de contrôle n°2 du présent rapport).

Ces codes déchets correspondent à des déchets non dangereux, or l'exploitant n'a pas justifié du caractère non dangereux des déchets concernés.

Pour rappel, l'article R.541-8 du code de l'environnement précise qu'un déchet est non dangereux à condition qu'il ne présente aucune des propriétés qui rendent un déchet dangereux. En ce sens, il appartient à l'exploitant de démontrer l'absence de ces propriétés.

Les autorisations des sociétés éliminatrices de déchets n'ont pas pu être transmises puisque les installations de Lassigny et Barentin ne sont pas autorisées à éliminer des déchets.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit évacuer les déchets liquides dangereux précités vers une filière dûment autorisée, et tenir à la disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs permettant d'attester de la gestion régulière des déchets concernés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende, Mise en demeure, déchets

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 5 : Connaissance et entretien des réseaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 et 43

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan des réseaux

#### **Prescription contrôlée :**

Art. 4 :

II. [...]

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

III.- Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des

disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;

- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.

[...]

Art. 43 (eaux pluviales) :

Le plan des réseaux de collecte des effluents prévu à l'article 4 doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

#### **Constats :**

Le jour de la visite, l'exploitant a présenté les plans disponibles sur site, notamment un plan topographique mentionnant l'emplacement des vannes d'arrivée d'eau, de confinement, des avaloirs d'eaux pluviales, et des bassins.

Toutefois, ce plan n'indique pas l'emplacement des canalisations d'eau (eau potable pour les locaux communs, et évacuation d'eaux pluviales pour la zone des quais de transfert).

Le dernier plan à jour est daté du 11 juillet 2011.

Le format d'impression en A4 rend la version présente sur site illisible.

Néanmoins, l'exploitant a transmis une version numérique à l'inspection des installations classées le jour de la visite.

Il est à noter que seule la zone des quais de transfert dispose d'un réseau d'évacuation des eaux de pluie. Pour la zone de dépôts des déchets verts et de la plateforme de compostage, l'évacuation des eaux pluviales consiste en un ruissellement vers deux bassins de rétention, respectivement de 1500 m<sup>3</sup> et 800 m<sup>3</sup>.

Le trop-plein d'eau du bassin de 1500 m<sup>3</sup> est évacué par infiltration dans un fossé après passage dans une motopompe. Le bassin de 800 m<sup>3</sup> est lui destiné à l'arrosage des andains de compost, le trop plein est normalement évacué selon les dispositions de l'article 4.3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2010 précité et visé au point de contrôle n°3 du présent rapport.

La vanne de confinement de la zone des quais de transfert précitée a été contrôlée et il a été constaté qu'elle était bloquée en position ouverte.

Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis des photographies des travaux effectués sur la vanne et la montrant en position fermée.

De plus, son emplacement ne correspond pas exactement à celui indiqué sur le plan.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit avoir sur site une version papier grande échelle du plan des réseaux pour permettre une intervention des services d'urgence en cas d'incendie.

Il doit également s'assurer que la vanne de confinement des eaux sur la zone des quais de transfert est manœuvrable et étanche.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois